

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X V ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission de la défense nationale et des forces armées

— Audition, à huis clos, du général de corps aérien Stéphane Mille, sous-chef « Opérations » (SCOPS) à l'état-major des armées, sur l'opération Barkhane.

Mercredi
2 décembre 2020
Séance de 10 heures

Compte rendu n° 23

SESSION ORDINAIRE DE 2020-2021

Présidence de
Mme Françoise
Dumas, *présidente*



La séance est ouverte à dix heures.

Mme la présidente Françoise Dumas. Nous avons le plaisir de recevoir le général de corps aérien Stéphane Mille, sous-chef d'état-major « opérations » (SCOPS). Celui-ci est l'un des principaux adjoints du chef d'état-major des armées (CEMA), notamment chargé de l'anticipation stratégique, de la planification « pré-décisionnelle » et opérationnelle, ainsi que de la conduite des opérations dont le commandement est, bien sûr, assuré par le CEMA.

Avec votre audition, général, notre commission poursuit le cycle « Barkhane » qu'elle a entamé avec l'audition du général Marc Conruyt, commandant de la force Barkhane (COMANFOR) et qu'elle poursuivra par celle du général Namata, commandant la force conjointe du G5 Sahel.

Vous connaissez bien l'opération Barkhane puisque vous avez servi en son sein en tant que général adjoint chargé des opérations en 2016, avant de rejoindre, en 2017, le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) dont vous avez assuré le commandement de 2018 à 2020.

Nous nous réjouissons de votre audition qui alimentera utilement, en outre, les travaux de la mission d'information sur l'opération Barkhane, que j'ai l'honneur de présider et dont Mmes Sereine Mauborgne et Nathalie Serre sont les deux co-rapporteuses

Le COMANFOR nous a longuement exposé les effets de la nouvelle dynamique impulsée lors du sommet de Pau, dont l'opération Bourrasque est l'incarnation. Sur le terrain, les armées françaises continuent de porter de rudes coups aux groupes terroristes, en étroite partenariat avec les forces locales, la force conjointe du G5 Sahel et nos alliés européens et internationaux. En témoignent les actions menées par Barkhane et les forces armées maliennes (FAMa), la semaine passée, dans le secteur de Boulikessi. Toutefois, les attaques simultanées de lundi dernier contre trois bases françaises, heureusement sans victimes, montrent la persistance des capacités de riposte et de la menace.

Général, vous savez que les membres de la commission de la Défense sont attentifs à l'évolution de la situation au Sahel, à celle de notre dispositif comme aux moyens dont disposent nos militaires pour conduire leurs missions.

Je serai particulièrement intéressée de connaître votre analyse sur l'éclatement de la menace terroriste, notamment entre l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Rassemblement pour la victoire de l'islam et des musulmans (RVIM), sur les conséquences du coup d'État survenu le 18 août dernier au Mali sur la conduite de nos opérations ainsi que sur la coordination avec les forces africaines et internationales.

M. Stéphane Mille, général de corps aérien, sous-chef « Opérations » à l'état-major des armées. Madame la présidente, comme vous l'avez rappelé en introduction, je suis depuis quatre ans jour après jour l'opération Barkhane sous tous ses aspects. Avant de m'exprimer, j'aurai une pensée pour mes camarades tués au front, et je m'associerai aux familles et aux proches qui portent la peine de la disparition d'un de leurs proches.

Je voudrais souligner, pour le constater régulièrement sur le terrain, l'engagement constant de nos soldats qui, quoi qu'il arrive, poursuivent leur mission avec la même conviction et la même envie de bien faire. J'ai ainsi pu mesurer la semaine dernière, dans la région de Boulikessi où je me trouvais, leur haut niveau d'engagement et de réactivité, alors que la situation pouvait dégénérer très rapidement.

Avant de rappeler où nous en étions, il y a un an, avant le sommet de Pau, qui a fixé des orientations à l'opération Barkhane, de faire un bilan provisoire et de dresser quelques perspectives, je voudrais porter quelques points à votre attention.

Barkhane est, certes, le volet militaire essentiel d'une stratégie visant à la résolution de la crise sahélienne, mais ce n'est pas le seul. Ce n'est que dans le cadre de l'approche globale rappelée à Pau que nous obtiendrons des résultats durables.

J'entends parler, ici et là, d'« immobilisme » et d'« enlisement », termes forts qui ne reflètent pas la réalité de l'opération Barkhane. Depuis son lancement, en 2014, le dispositif n'a cessé d'évoluer quand bien même l'objectif et l'état final recherché de cette opération restent de maintenir la crise sécuritaire à un niveau de violence à la portée des forces armées locales.

Tout exposé de nature militaire commence par l'évocation de la menace. En 2019, la menace terroriste du RVIM est descendue vers le sud et s'est progressivement regroupée dans la boucle du Niger élargi, avant d'atteindre le nord du Burkina Faso et, ponctuellement, la frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. En 2019, nous avons également fait face à la remontée en puissance de l'EIGS. Particulièrement résilient, ce groupe a significativement augmenté sa capacité de combat au fil de ses nombreuses attaques d'emprises. Je n'en ferai pas la liste mais je note qu'il avait largement débordé le Liptako malien pour dépasser la frontière. Des attaques retentissantes au nord de Niamey avaient fait fuir les soldats nigériens de plusieurs camps à proximité de la frontière et nous observions une dynamique qui était favorable à ce groupe.

Ce bilan très lourd dans la zone où opère l'EIGS s'est traduit par l'abandon de postes frontaliers, tant au Mali qu'au Niger.

Fort de ces constats, le Président de la République a décidé, à l'occasion du sommet de Pau, d'adapter notre stratégie en concentrant nos efforts contre l'EIGS dans la zone des trois frontières, tout en maintenant notre vigilance sur le Centre et le Nord-Mali.

La clarification du cadre, des objectifs et de l'organisation de la réponse autour des quatre piliers – le pilier militaire, le pilier partenarial, le pilier gouvernance et le pilier développement – a impulsé une dynamique favorable et permis des progrès sur chacun d'eux, même si certains ne sont pas aussi rapides qu'on le souhaiterait. Cela étant, sur les piliers militaire et partenariat, nous constatons de réels succès tactiques.

L'impulsion présidentielle donnée au sommet de Pau a constitué une étape importante pour notre campagne au Sahel, reposant sur l'affaiblissement de notre adversaire, l'accompagnement de nos partenaires et l'entraînement de nos alliés. Je reviendrai sur la sahélistisation, l'internationalisation et l'approche globale.

Je ne détaillerai pas ce qui s'est passé sur le terrain, dans la mesure où votre déplacement, il y a quelques jours, dans la bande sahélo-saharienne (BSS) et l'audition du général Conruyt ont probablement répondu à l'essentiel de vos questions, notamment sur la dernière opération majeure, Bourrasque, que je considère comme l'opération de synthèse d'une année d'effort dans le Liptako.

L'année 2020 est marquée par une diminution significative de la menace représentée par l'EIGS. Nous avons réduit ses capacités, après les attaques de 2019 que j'ai rappelées. En 2020, il n'a mené aucune attaque complexe ni gagné aucune zone. Un élan et un inversement de tendance significatifs sont à mettre à l'actif des combattants locaux engagés

dans Bourrasque, qu'il s'agisse des forces armées maliennes ou des quelque 1 100 Nigériens venus en appui de Barkhane.

S'agissant des armées sahéliennes, Barkhane continue de développer, au travers de ce que nous appelons la « sahélistation », un véritable partenariat de combat. L'ambition de Barkhane est de passer à un véritable partenariat de combat, en accompagnement des partenaires sahéliens. Il s'agit d'inverser le ratio en faveur des armées sahéliennes dans les engagements dans la zone. Nous sommes passés de 25 % de forces locales pour 75 % de forces françaises, à 50/50 aujourd'hui et nous souhaitons atteindre 75 % de forces locales pour 25 % d'armée française.

Nous avons continué à former nos partenaires sahéliens dans un contexte particulier sur lequel je reviendrai. Nous avons contribué à la formation d'unités qui nous accompagnent directement, dont les unités légères de reconnaissance et d'intervention (ULRI) engagées avec Barkhane au cœur du Liptako.

Nous avons mis en œuvre des mécanismes de coordination opérationnelle avec la force conjointe G5. Je vous renvoie à ce sujet à l'audition du général Namata. On peut toujours les améliorer, mais ils sont désormais en place et ont permis notamment des échanges de renseignement inégalés, auxquels j'attache une grande importance. Nous avons renforcé les liens avec les armées locales et les dispositifs conjoints de commandement ont montré tout leur effet dans plusieurs opérations. L'échange de renseignement obtenu grâce à cette structure doit être renforcé.

Les progrès observés au cours de l'année 2020 ouvrent des perspectives en termes d'échange du renseignement en vue de l'engagement de Barkhane, de la force conjointe ou des armées locales.

Nous avons entretenu la dynamique d'internationalisation de notre campagne, qui est antérieure à 2020, grâce à l'intégration dans Barkhane d'Estoniens, de Britanniques ou de Danois. De nombreux efforts ont été nécessaires pour porter la force Takuba sur les fonts baptismaux. Sa capacité opérationnelle initiale (IOC : *initial operational capability*) a été déclarée l'été dernier et sa montée en puissance nécessite un lourd travail avec les capitales mais se poursuit.

Je suis impressionné par la capacité d'entraînement de Barkhane vis-à-vis de l'ensemble des acteurs qui sont tous impliqués dans la résolution de la crise. Je pense d'abord à la force conjointe du G5 Sahel. J'ai rencontré le général Namata sur le terrain, la semaine dernière ; son impulsion est essentielle pour faire progresser la force conjointe. Il a mis en œuvre une opération permanente à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso qui doit gagner en épaisseur, en engagement et en capacité de réaction. Nous mettons en place une coordination ambitieuse avec la force conjointe, mais il convient de consolider les acquis.

La mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM) est un élément essentiel. Après un « trou d'air » dû aux événements sanitaires de l'année 2020, l'EUTM reprend la formation des FAMA. La détermination du *Force Commander* et du directeur général de l'état-major militaire de l'Union européenne (DGMUE), que j'ai rencontrés la semaine dernière à Bruxelles, est entière pour reprendre les formations en mettant l'accent sur le corps des sous-officiers, colonne vertébrale des forces armées maliennes, afin de rehausser leur niveau.

La mission des Nations unies (MINUSMA), quant à elle, a accéléré le rythme de ses opérations, se concentrant sur le Centre, sans oublier le Nord-Mali. L'adaptation de sa

structure est engagée. Elle est réelle mais lente, malgré la volonté farouche du *Force Commander* d'aller plus vite. Le général Gyllensporre souhaite disposer d'une MINUSMA plus réactive, plus mobile, en mesure de répondre aux défis, notamment dans le Centre.

Au-delà des forces internationales et des piliers 1 ou 2, la coordination renforcée a permis de tirer l'action de développement vers le haut. Suivant Barkhane depuis quatre ans, je mesure les progrès réalisés par l'AFD. Nous sommes passés d'une logique de présentation de projet à une logique d'engagement de projet, puis à une logique de décaissement, et il est désormais question d'inaugurations. Il a fallu du temps pour changer les esprits, mais chacun a compris que c'est en produisant et en coordonnant concrètement les effets sur le terrain que la situation s'améliorera.

Barkhane a aussi eu un effet d'entraînement significatif sur le pilier 3, c'est-à-dire le retour de la gouvernance, dont les progrès ne sont pas encore à la hauteur des attentes. Il s'agissait, au moyen des colonnes foraines, de revenir ponctuellement avec des services de l'État dans des zones délaissées. La première a été déployée à Labbézanga, au nord de la frontière avec le Niger, une autre l'a été à Tessit et une troisième pourrait l'être à l'est de Gao. Grâce à la capacité d'entraînement de Barkhane, la MINUSMA s'est associée aux colonnes foraines et devrait en reprendre le principe qu'elle compte étendre au centre du Mali.

Le contexte particulier du covid n'a guère affecté les opérations de Barkhane. Le rythme a été maintenu, des dispositifs de sécurisation ont été mis en place. Le coup d'État de cet été n'a pas eu de conséquences significatives sur la conduite des opérations. Bamako a même rapidement réaffirmé son soutien à Barkhane, sa volonté accrue de coopérer et de participer à la lutte contre le terrorisme. Ces éléments m'ont été confirmés il y a quinze jours, lors de mon déplacement au Mali, où j'ai rencontré tous les hauts responsables militaires en poste. À cela s'ajoute le contexte d'échéances électorales. Le Burkina Faso, concentré sur l'organisation de ses élections, s'est un peu détourné de la lutte, notamment au Nord.

Nous avons significativement réduit la menace de l'EIGS. Elle n'est pas éradiquée, mais il n'y a pas eu d'attaque importante cette année. L'EIGS reste présent mais affaibli. Entre octobre 2019 et janvier 2020, 400 membres des forces de défense et de sécurité maliennes ont été tués, contre moins de 50 en 2020. C'est toujours trop mais la réduction est significative.

La population locale reprend confiance envers ses forces locales. Nous le constatons au travers des échanges d'informations de la population avec les FAMa et Barkhane. Alors qu'à notre arrivée, nous étions regardés, au mieux, avec indifférence, au pire, avec hostilité, nous constatons dans les bourgs et le long de la route nationale, un réel changement d'état d'esprit de la population.

Côté nigérien, nous constatons aussi une volonté réelle de reprendre les postes abandonnés dans le courant de l'année 2019. Des postes ont été ponctuellement réoccupés par les forces armées nigériennes, autour desquels l'activité économique a repris.

Côté malien, nous ne sommes pas aussi avancés. Indelimane, un des points attaqués en 2019, est toujours déserté. Il n'y a pas de troupes installées en permanence, mais le calendrier malien prévoit une réoccupation ferme et permanente avant l'été 2021, par deux compagnies désignées à cette fin.

Concernant les perspectives et les enjeux à court et moyen termes, l'EIGS est diminué, mais la zone n'est pas encore sécurisée. Nous devons continuer à agir de façon dissuasive, pas nécessairement Barkhane en tant que telle, mais aussi toutes les autres forces nationales ou internationales capables de consolider les gains réalisés.

À l'horizon de l'été 2021, l'adaptation de la force se fera en parallèle de la montée en puissance effective de la *Task Force* Takuba. Celle-ci repose sur la mobilisation de nos partenaires, qui commence à se consolider, et sur la capacité des forces armées maliennes à envoyer des effectifs dans la zone pour patrouiller, car c'est bien un partenariat de combat qui est visé par la montée en puissance de Takuba. Il faudra aussi maintenir la synchronisation de l'ensemble des piliers de la coalition et des forces internationales dans la zone, afin d'assurer la cohérence d'ensemble.

L'engagement de nos partenaires européens et américain dans Barkhane doit être entretenu. L'opération comprend des Estoniens, des Britanniques et des Danois. Le départ des Danois à la fin de l'année est un sujet de préoccupation que le général Conruyt a dû mentionner. Ils ont fourni des capacités rares au cours de l'année 2020. Nous essayons de trouver des solutions pour compenser la perte entraînée par le départ de leurs deux hélicoptères de transport lourd.

En dépit des progrès que j'ai soulignés, il est nécessaire de continuer à soutenir la force conjointe. Bien qu'opérationnelle, elle souffre de faiblesses structurelles et de jeunesse, notamment en matière de soutien. Elle doit continuer à monter en puissance. Ses résultats sont liés au leadership du général Namata, dont la succession interviendra dans les mois à venir.

La robustesse de notre partenaire malien reste notre principale préoccupation. Il faut concentrer nos efforts, et j'y associe tous nos partenaires internationaux, en particulier l'EUTM, pour que les FAMa mettent en place un cycle opérationnel durable. Les armées maliennes sont à la limite de la rupture, avec des personnels engagés opérationnellement depuis plus de deux ans dans le Liptako. Une telle situation ne peut durer et doit être corrigée. Les nouvelles autorités maliennes sont décidées à mettre en place, grâce à un recrutement accéléré, un cycle opérationnel permettant d'occuper les postes avec des troupes rafraîchies, formées et reposées régulièrement.

Mme la présidente Françoise Dumas. Merci, général. Ceux qui sont allés sur le terrain peuvent témoigner des progrès accomplis par les forces locales.

M. Jacques Marilossian. Dans un article publié dans le magazine *Défense et sécurité internationale*, le colonel Goya analyse l'usure des forces françaises de l'opération Barkhane, anciennement Serval, depuis 2013. Il considère que le format actuel est acceptable pour le coût d'emploi humain – un million d'euros par ennemi éliminé –, mais que le coût humain lui-même, « la vulnérabilité à l'événement », comme une frappe par erreur sur des cibles civiles ou un accident, comme celui des hélicoptères français, en novembre 2019 entraînant la perte de 13 de nos soldats, est bien moins accepté. Cela peut-il affecter profondément le moral de nos hommes – c'est ce que recherchent sur le plan tactique les troupes djihadistes ? Faut-il recommander un allègement du format Barkhane pour revenir à celui du plan Sahel de 2019, engageant moins de soldats sur place mais davantage de moyens de renseignement et de surveillance ? Le retour des troupes n'interviendrait qu'en cas de nouvelles dégradations. Que pensez-vous d'une telle évolution tactique ?

M. Jean-Jacques Ferrara. La force Sabre et la force Barkhane contribuent aux opérations. Une partie des moyens est commune aux deux forces – je pense notamment à l'aéromobilité – et nos chasseurs interviennent parfois en soutien des forces spéciales. Existe-t-il parfois, entre les deux, une forme de « concurrence » – le terme est sans doute mal choisi –, susceptible, faute de moyens suffisants, de limiter nos interventions ?

Puisque nous sommes à huis clos, quel est votre sentiment sur la coordination des interventions de Barkhane et celles du service action de la DGSE ? Les tensions entre les deux grands services ont récemment fait l'objet de publications. Les ressentez-vous sur le terrain ?

Enfin, quelles sont nos principales fragilités sur le terrain ?

M. Yannick Favennec Becot. L'ancien CEMA avait évoqué devant notre commission l'hypothèse de l'envoi de chars Leclerc au Mali pour répondre au durcissement de la menace. Si cela vous paraît toujours envisageable, quels en seraient les risques, les avantages et le coût ? Le char Leclerc n'a jamais été employé dans des actions de feu par les forces françaises, au contraire de ceux des Émirats arabes unis au Yémen. Est-il employable dans ce conflit, en appui direct des forces ?

M. Jean-Charles Larsonneur. Le détachement de drones de la base aérienne projetée de Niamey est au cœur des opérations dans la BSS. Nos drones Reaper, armés depuis un an, sont fortement mobilisés. Lors de son audition, le 13 octobre dernier, le général Lavigne a indiqué qu'ils avaient effectué une quarantaine frappes dont la presse nous apprend qu'ils seraient à l'origine de 80 % des éliminations de terroristes dans la zone.

Vous disposez d'un système de trois drones au standard Block 5, équipés de nouveaux moyens de renseignement optique et électromagnétique. En 2021, nous passerons les premières commandes de missiles *Hellfire* pour les équiper. Quel bilan tirez-vous de l'emploi de cette capacité ? Quelles perspectives ouvrent l'évolution en Block 5 et l'armement *Hellfire* ? Faut-il adapter l'importance du déploiement à la montée en puissance de nos drones armés ? Comment concevoir leur complémentarité avec les Mirage 2000D ?

M. Bastien Lachaud. Existe-t-il une réelle différence entre Al-Qaïda et l'État islamique ? Les deux groupes sont-ils traités différemment ? De façon plus provocante, considérez-vous que l'opération Barkhane a atteint ses objectifs, alors que la situation au Mali n'est pas stabilisée ?

M. Jean Lassalle. Je reste perplexe sur le coup d'État au Mali d'autant qu'il a été suivi de la libération de terroristes. Sur qui pouvons-nous vraiment nous appuyer ? Les Estoniens et les Britanniques restent à nos côtés, mais les Danois partiront à la fin de l'année, et nous risquons de ne pas rester bien nombreux. Or la France reçoit tous les coups et paie l'addition en termes de politique internationale et de pertes militaires. Alors que Daech et Al-Qaïda reviennent dans les territoires où vous intervenez, la France pourra-t-elle faire face à la situation dans cet immense territoire sans moyens supplémentaires ?

M. le général Stéphane Mille. Barkhane n'est pas un format. La question est celle de notre ambition et des objectifs que nous fixons à l'opération Barkhane. Je ne soutiendrais pas la réduction du format de Barkhane si les objectifs actuels étaient maintenus. L'adaptation du format se fera naturellement si les ambitions sont révisées. Avant de parler d'adaptation du format, il faut s'interroger sur l'objectif car il est illusoire de penser que nous pourrions conduire les mêmes actions dans un format réduit.

Sur le moral des troupes sur le terrain, je suis toujours frappé de constater qu'elles sont toujours aussi engagées et combattives, malgré les événements marquants que nous avons évoqués. Perdre un camarade au combat marque les troupes, mais la mission continue.

Existe-t-il une concurrence entre Sabre et Barkhane ? Le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) peut avoir à rendre quelques arbitrages, mais leur nombre reste très limité. J'ai rarement à intervenir pour donner la priorité à telle ou telle mission, car les décisions sont prises en bonne intelligence par les deux commandants de force, qui

échantent sur l'objectif de l'opération et les motifs de mobilisation des moyens. La coordination s'opère donc naturellement.

Je n'ai pas rencontré de difficulté de coordination avec la DGSE. Grâce au lien étroit que j'entretiens avec la DGSE, nous échangeons sur ce sujet, si nécessaire.

Sur le char Leclerc, l'hypothèse de son déploiement au Mali n'est pas à l'ordre du jour. En effet, nous avons engagé les armées maliennes dans la voie de la réactivité, de la mobilité et de la légèreté en formant les ULRI, qui sont équipées de pickups et de motos. Puisqu'on a coutume d'opposer protection et mobilité, je note que depuis leur engagement, cela n'a pas occasionné de difficultés particulières. L'utilisation éventuelle du char Leclerc n'est donc pas étudiée.

S'agissant des drones armés, je n'ai pas suivi toutes les déclarations faites dans la presse. Je crois que les 80 % évoqués concernaient, non pas les seuls drones armés, mais toutes les opérations relevant de la troisième dimension, hélicoptères inclus. Mais le tout s'intègre dans une manœuvre interarmées, multi-champs, multi-milieus où chacun a sa place et concourt au résultat d'ensemble. En tout cas, l'arrivée des drones armés modifie notre capacité. Il s'agit principalement de drones d'observation, armés pour saisir des opportunités fugaces. Nous ne disposons pas de cette possibilité jusqu'à présent. La complémentarité est liée à ce que je viens de dire. Dès lors que le drone peut rester pour observer et qu'on a le temps d'envoyer les Mirage 2000D, ce mode d'engagement est préférentiel. Car le drone permet à la fois d'ouvrir le feu et d'en surveiller les effets. Son autonomie est un paramètre important pour le maintenir sur la zone. Si une opportunité se présente et qu'elle est fugace, le fait qu'il soit armé est intéressant.

Je retiens que l'EIGS est plutôt mû par des ressorts idéologiques, de par son allégeance à Daech ou la recherche du califat, alors que le RVIM est mû par des ressorts politiques visant une alliance entre groupes terroristes et un agenda d'extension à l'échelle de la région. Les deux logiques sont aussi dangereuses l'une que l'autre pour les populations, dont la protection est au cœur des préoccupations des forces qui agissent au Mali. Nous avons concentré notre activité de l'année 2020 sur l'EIGS, mais lors des dernières opérations, des opportunités se sont présentées sur les franchises du RVIM. L'une et l'autre organisation sont aussi dangereuses dès lors qu'elles sont dans une phase d'expansion.

Je rappelle que le sommet de Pau nous a fixé pour objectif de nous concentrer sur la région des trois frontières. Nous n'avons pas les moyens de nous occuper de la totalité du Mali. Ceux d'entre vous qui se sont déplacés sur le théâtre ont vu l'immensité de la zone. Néanmoins, les 5 000 hommes de Barkhane, les effectifs de la MINUSMA et l'EUTM, ainsi que les armées de nos partenaires africains contribuent là où ils sont déployés au règlement de la situation dans le domaine militaire.

Concernant le coup d'État et la libération des terroristes, j'ai dit en introduction que je n'avais pas noté d'infléchissement de la volonté des autorités militaires de poursuivre l'action engagée par Barkhane. Je peux comprendre que l'on s'interroge sur l'état d'esprit réel des autorités politiques, mais pour ce qui concerne les autorités militaires que j'ai rencontrées longuement, la semaine dernière à Bamako, il existe un alignement total de vues du chef d'état-major général des armées du Mali (CEMGA), des chefs d'état-major, des commandants de théâtre et des commandants de secteur sur la mise en place d'un cycle opérationnel, le réinvestissement des camps du Liptako pour consolider les gains de Barkhane, la poursuite du combat contre le terrorisme au côté de Barkhane, etc. Notez en outre que les autorités militaires ont clairement mentionné comme première préoccupation l'organisation des élections dans un an.

Les Danois avaient annoncé dès le départ qu'ils étaient là pour un an et qu'ils réorienteraient ensuite leurs moyens vers le Levant. Nous sommes à la recherche de partenaires de remplacement dans Barkhane ou en soutien direct de la *Task Force* Takuba. La France n'est pas seule au Sahel. Takuba est déjà un premier succès et sera un succès complet quand nous aurons obtenu la pleine capacité de la force. C'est pour bientôt. Des pays vont progressivement s'y agréger. Les Estoniens sont déjà présents, les Tchèques arrivent prochainement, les Suédois au premier semestre 2021. D'autres nations sont déjà annoncées, qui pourraient venir avec des moyens aussi précieux que ceux perdus après le départ des moyens hélicoptères danois. J'attends confirmation de la date d'arrivée des Italiens qui manifestent l'intention de venir avec un volume significatif d'hélicoptères.

Charles de la Verpillière. En réponse à Bastien Lachaud, vous avez caractérisé l'EIGS et RVIM. J'aurai des questions complémentaires. Ces deux mouvements terroristes sont-ils en contact pour coordonner leurs actions ? Vous avez parlé de phase d'expansion. Pourriez-vous préciser leurs présences géographiques respectives ?

Mme Monica Michel. En Afrique, l'analyse française se concentre logiquement sur la situation sahélienne. La menace terroriste ne s'en propage pas moins à d'autres pays. Boko Haram lance ainsi des attaques au Nigeria, au Tchad, en Somalie, au Mozambique. Comment analysez-vous cette situation et quelles en sont les conséquences pour Barkhane ?

M. Jean-Louis Thiériot. En charge, avec ma collègue Françoise Ballet-Blu d'une deuxième mission flash sur le financement de la base industrielle et technologique de la défense (BITD), j'aimerais connaître votre analyse sur la mise en place sur le terrain des systèmes Scorpion, commencée fin 2019, et savoir si l'arrivée des Griffon est prévue pour bientôt.

Le renfort en hélicoptères lourds, comme les Chinook et les Merlin, nous a été bien utile. Quels trous dans la raquette identifiez-vous, auxquels nous pourrions apporter une réponse industrielle et capacitaire ?

Mme Laurence Trastour-Isnart. Trois attaques coordonnées ont eu lieu contre trois villes, trois camps, qui ont essuyé des tirs, Kidal, Gao et Menaka. Le défi de l'opération Barkhane est-il le renseignement pour garantir la sécurité de nos bases et de nos militaires et assurer notre succès face aux groupes terroristes ?

Le groupement Takuba a été officiellement envisagé avec 500 soldats fournis par une dizaine de pays contributeurs. Cette *Task Force* est-elle vraiment en place, même modestement ?

M. Jean-Pierre Cubertafon. Les hélicoptères Chinook et les Merlin ont été particulièrement mis à contribution. Quel regard portez-vous sur le rôle et la contribution de nos alliés européens à l'effort de guerre, en particulier sur le rôle des hélicoptères lourds britanniques et danois ? Les interrogations sur l'achat d'hélicoptères lourds restent-elles d'actualité malgré une collaboration efficace ?

Mme Natalia Pouzyreff. En matière de commandement de Barkhane et du futur déploiement de Takuba, les missions sont-elles réparties et les règles d'engagement gérées entre nos partenaires européens en fonction des capacités apportées ? Le commandement européen du transport aérien (EATC) est-il impliqué pour le transport logistique ? L'engagement de troupes allemandes à nos côtés serait-il soumis à l'approbation du Bundestag ? Quelles conditions préalables devraient être définies entre les états-majors pour intégrer cette nouvelle composante ?

M. Nicolas Meizonnet. Le président Ibrahim Boubacar Keïta, qui était notre allié dans la lutte contre les terroristes, a laissé place aux militaires qui tardent à constituer le Conseil national de transition (CNT) en raison de crispations politiques. Qui va gouverner le Mali ? L'iman wahhabite Mahmoud Dicko, leader très influent de l'opposition et capable de mobiliser les foules, semble partager les valeurs des djihadistes que nous combattons, alors que son parti, la Coordination des mouvements, associations et sympathisants (CMAS), siègera bientôt au CNT. L'ambition affichée de ce religieux peut le conduire à jouer un rôle déterminant pour l'avenir du Mali. Pensez-vous que cela puisse mettre en péril notre action dans ce pays ? Cette perspective peut-elle remettre en cause l'opération Barkhane ?

Mme Nathalie Serre, co-rapporteuse de la mission d'information sur l'opération Barkhane. Évoquant le pourcentage relatif des forces de nos partenaires, passé de 25 à 50 %, vous avez dit qu'il serait bien de passer à 25 % de forces françaises et 75 % de forces sahéliennes. À quelle échéance cette répartition pourrait-elle être atteinte ?

Lors de notre déplacement, il nous a semblé comprendre qu'en arrivant sur le théâtre, nos militaires devaient d'abord « reprendre leur machine en main », faute d'avoir pu s'entraîner suffisamment en France. Cela semble le cas pour le pilotage de certains véhicules et le tir. La préparation opérationnelle de nos militaires est-elle satisfaisante ? La sursollicitation de nos militaires est-elle un facteur limitant de la préparation opérationnelle ?

M. le général Stéphane Mille. Les deux « franchises » terroristes sont physiquement en contact puisqu'elles se combattent, notamment dans le Gourma. Dans ce secteur, le RVIM profite de la faiblesse de l'EIGS pour tenter de regagner du terrain. La présence des terroristes qui étaient sur le point d'attaquer le poste de Boulikessi témoigne de la vigueur de l'engagement du RVIM dans la zone. Toutefois, bien qu'ils soient en conflit, on ne peut écarter quelques contacts pris localement entre eux pour s'opposer aux forces internationales. Ennemis, ils sont capables de s'unir pour mener une opération ponctuelle.

S'agissant de la question de la menace terroriste hors de la BSS, que vous avez même élargie au Mozambique, nous regardons bien au-delà de la zone du G5 en encourageant nos partenaires du Sud à prendre en compte cette possibilité. L'initiative prise à Dakar, le partenariat pour l'action en Afrique de l'Ouest (PAOA), vise à coordonner les actions de coopération des alliés en Afrique de l'Ouest, à partager le renseignement, en majeure partie de sources ouverte, avec nos partenaires africains et à les inciter à développer la culture du renseignement pour être plus forts si la menace se propageait sur leur terrain.

Une vaste opération d'adaptation du dispositif Barkhane a été engagée l'année dernière pour préparer l'arrivée du système Scorpion, mais nous en sommes pour l'instant au déploiement du réseau du système d'information du combat Scorpion (SICS). Scorpion sera visible sur le terrain en 2021. Je pourrai alors faire un retour d'expérience sur la mise en place du dispositif dans l'opération Barkhane.

S'agissant des trous dans la raquette capacitaire, certaines capacités sont effectivement critiques. Les hélicoptères lourds ont apporté une plus-value significative. Certes, on s'en passait auparavant, mais ils démultiplient notre capacité de projection de part et d'autre de la zone. Le renseignement est un autre élément important de protection et pour prendre l'initiative à l'encontre de groupes toujours actifs.

S'agissant de la cinématique de la *Task Force* Takuba, la première sortie a eu lieu au cours de l'été 2020 avec un bataillon franco-estonien, et Takuba atteindra sa pleine capacité à l'été 2021. Nous aurons alors un vrai dispositif reposant sur une *Task Force* associant des Français, des Estoniens, des Tchèques et des Suédois. Cela témoigne de la volonté de nos

partenaires européens de s'engager dans la zone. Cela donne lieu également à beaucoup de discussions sur l'organisation et les moyens attendus. Les hélicoptères et le soutien médical sont des capacités critiques ; ils sont indispensables pour des engagements de combat. Nous démarchons nos partenaires alliés avec l'oreille attentive de certains pays. J'ai cité la Suède. La démarche est positive et dynamique et laisse augurer de belles perspectives de montée en puissance pour Takuba.

Nous avons défriché les règles de fonctionnement de la coalition lors de la montée en puissance des détachements étrangers dans Barkhane. Alors qu'il y a quatre ans, il était presque inimaginable d'y faire entrer un pays étranger, c'est devenu une réalité. Le plus important, et cela vaut pour un éventuel engagement allemand, est de s'accorder sur les objectifs de la campagne. Dès lors qu'une même unité ne fait pas deux campagnes distinctes, des limitations peuvent être imposées par tel ou tel partenaire. Par exemple, les hélicoptères danois ne font pas de poser poussière de nuit. Ils n'ont pas de *caveat*, pas d'opposition à l'emploi, mais ont fixé une contrainte technique. À partir du moment où l'on est d'accord sur l'objectif, il peut y avoir des restrictions d'emploi mais l'intégration de partenaires est simple.

Pour assurer la maîtrise de l'ouverture du feu dans une coalition, le plus simple est d'avoir des règles d'engagement (ROE) partagées par tous les partenaires. C'est bien ce qui est recherché pour Takuba, afin d'éviter des règles différentes en fonction de l'unité déployée, qui rendent complexe le commandement de l'opération. L'idée, et c'est le cas aujourd'hui, est d'avoir un dispositif de ROE commun pour la mission et partagé par tous.

Je partage vos interrogations sur le contexte politique au Mali après le coup d'État. C'est une question de nature politique que je regarde comme telle. Ma mission d'anticipation stratégique me conduit à préparer toutes les hypothèses, y compris celle d'une situation politique inacceptable à Bamako, pouvant entraîner une décision radicale. Je ne dis pas que celle que vous avez évoquée est envisagée, mais ce sont des options que nous examinons en permanence à l'état-major des armées.

Pour inverser le ratio, il faut d'abord des partenaires africains. C'est pourquoi j'ai insisté sur la programmation du retour des Maliens dans le Liptako. Les Africains doivent densifier leur présence sur le terrain ; ils prennent cet élément en compte. J'ai évoqué l'alignement de tous les responsables militaires sur la volonté de réinvestir la zone du Liptako.

Je peux attester de la qualité de la préparation des forces françaises avant le déploiement. Quatre ans de relève dans Barkhane me donnent la certitude que nos troupes sont entraînées et que les trois armées, puisque la marine nationale est également engagée, réalisent les efforts nécessaires avant de déployer leurs forces sur le théâtre de la BSS. Quelques particularités de théâtre nécessitent une adaptation. Je pense à quelques vols en ambiance sable pour les pilotes d'hélicoptère ou à des tirs de réglage pour des soldats prenant en main du matériel sur place. Mais ce n'est pas par défaut d'entraînement que sont faites ces opérations, qui durent le temps d'un ou deux vols ou une ou deux sorties, pour s'adapter aux conditions spécifiques du théâtre.

Mme la présidente Françoise Dumas. Merci, général.

Je retiens de vos propos que le troisième pilier de la stratégie Sahel, le retour de l'État dans les territoires, serait le plus en retard, malgré la mise en œuvre des premières colonnes foraines dont le gouverneur de Gao nous a décrit l'organisation. C'est néanmoins une piste de progression fort intéressante pour les mois à venir.

J'ai entendu que votre porte d'entrée n'était pas le format : la question est, pour vous, de savoir quels effets nous recherchons avec Barkhane. En effet, pour cette opération comme pour d'autres, c'est la meilleure façon de raisonner.

Je note vos propos raisonnablement optimistes sur le renforcement de l'eupéanisation de l'action militaire et l'accentuation de la sahélistation des opérations, aspects que nous pourrions développer lors de l'audition du général Namata, en charge des forces conjointes du G5 Sahel.

Nous vous remercions pour la précision de votre exposé, car nous sommes très désireux de comprendre cette évolution. Nous serons très attentifs au bilan du sommet de Pau, qui sera tiré à l'occasion de son premier anniversaire, et à la poursuite des actions sur les quatre piliers, conformément à la volonté exprimée par la Président de la République. Nous sommes dans une phase intermédiaire de renforcement de nos relations sur place avec nos partenaires de la force conjointe.

Je voudrais enfin saluer, au nom de l'ensemble de mes collègues, votre niveau d'implication. Nous avons conscience du coût que cela représente pour vos hommes et leurs familles. Merci encore pour votre recherche incessante de consensus, de travail en commun avec les forces conjointes sur place comme avec nos partenaires européens.

*

* *

La séance est levée à onze heures trente.

*

* *

Membres présents ou excusés

Présents. - M. Jean-Philippe Ardouin, Mme Françoise Ballet-Blu, M. Stéphane Baudu, M. Christophe Blanchet, M. Bernard Bouley, M. Jean-Jacques Bridey, Mme Carole Bureau-Bonnard, M. Alexis Corbière, M. Jean-Pierre Cubertafon, Mme Françoise Dumas, M. Yannick Favennec Becot, M. Jean-Jacques Ferrara, M. Jean-Marie Fiévet, M. Claude de Ganay, M. Thomas Gassilloud, Mme Séverine Gipson, M. Fabien Gouttefarde, M. Jean-Michel Jacques, Mme Anissa Khedher, M. Grégory Labille, M. Bastien Lachaud, M. Jean-

Charles Larsonneur, M. Jean Lassalle, M. Didier Le Gac, M. Gilles Le Gendre, M. Christophe Lejeune, M. Jacques Marilossian, Mme Sereine Mauborgne, M. Nicolas Meizonnet, M. Gérard Menuel, Mme Monica Michel, Mme Patricia Mirallès, Mme Florence Morlighem, M. Jean-François Parigi, Mme Josy Poueyto, Mme Natalia Pouzyreff, M. Bernard Reynès, Mme Muriel Roques-Etienne, M. Gwendal Rouillard, Mme Isabelle Santiago, Mme Nathalie Serre, M. Jean-Louis Thiériot, Mme Sabine Thillaye, Mme Laurence Trastour-Isnart, M. Stéphane Trompille, Mme Alexandra Valetta Ardisson, M. Pierre Venteau, M. Charles de la Verpillière

Excusés. - M. Florian Bachelier, M. Sylvain Brial, M. André Chassaigne, M. Richard Ferrand, M. Stanislas Guerini, M. David Habib, M. Christian Jacob, Mme Manuëla Kéclard-Mondésir, M. Aurélien Taché